

DESTIN DU SYNDICALISME

par

Pierre MONATTE.

(1)

Destin du syndicalisme. De bien grands mots, dira-t-on. Je ne fais que les reprendre à Georges Lefranc, qui les a donnés pour titre à une série d'articles de la *Revue Syndicaliste* (2). Il en a redistribué d'ailleurs les idées essentielles dans un petit volume plus récent, qui mérite son titre: *Le Syndicalisme dans le Monde* (3). Ne fuyons pas la discussion. Mais plutôt qu'une chicane historique ou théorique, qui entraînerait trop loin et dans trop de directions, procédons à un examen des deux problèmes qui se posent présentement devant les militants du mouvement syndical français. Devant ceux aussi du mouvement international. On verra ensuite si le syndicalisme révolutionnaire n'est vraiment plus, comme le dit Lefranc, qu'un amas de décombres idéologiques.

Le premier de ces problèmes? Arrivera-t-on en France à édifier une centrale syndicale qui tienne le coup devant la C.G.T. stalinisée et, plus encore, devant les événements?

Le même problème se pose, guère différent en Italie. Il se pose aussi, sous d'autres formes, avec moins de gravité, dans de nombreux pays, qui se croyaient pourtant à l'abri, mais où le stalinisme a réussi à se brancher sur les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière.

Le second problème? La nouvelle *Internationale syndicale*, si lente à se construire, sera-t-elle une réalité vivante, dégageant la force du prolétariat international et portant ses espérances, ou seulement une grande machine en toc accrochée en remorque derrière l'*Organisation des Nations Unies* et le *Bureau international du Travail*?

Dans les deux cas, sur les deux chantiers, s'imagine-t-on pouvoir construire efficacement sans s'inspirer de la structure de la C.G.T. de 1906, en faisant fi du syndicalisme révolutionnaire, qui ne faisait lui-même que reprendre et incarner la pensée maîtresse de *Première Internationale*: «*L'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes*».

Pour d'aucuns - c'est même dit dans des manuels scolaires - Merrheim et Jouhaux auraient sauvé en 1919 le mouvement ouvrier français du totalitarisme russe. C'est confondre les dates et les situations historiques.

En 1919, le totalitarisme russe n'existait pas. Ce qui existait, c'était la Révolution russe, qui pouvait connaître un autre sort si la Révolution allemande avait réussi son deuxième bond, si la Révolution italienne avait pu faire son premier. La France entourée par ces deux brasiers aurait pris feu à son tour. C'était alors la Révolution européenne. Ne l'avoir pas eue, ne l'avoir pas faite, l'avoir empêchée a coûté cher: le fascisme en Italie, l'hitlérisme en Allemagne, le stalinisme en Russie, le totalitarisme prenant le masque du socialisme, la deuxième guerre mondiale, en attendant la troisième. 1919 ne nous a pas sauvés du totalitarisme russe; il nous y a conduits. Dans quel marécage a pataugé depuis le mouvement syndical français! Et tout le mouvement ouvrier international.

(1) Étude parue dans la revue *Confrontation*, numéro de septembre-octobre 1949. Cet article devint le quatrième chapitre de *Trois scissions syndicales*, Les Éditions ouvrières, 1958.

(2) Numéros d'octobre 48 à février 49.

(3) Presses Universitaires de France.

Comment en sortira-t-on tant qu'il n'apparaîtra pas clairement aux yeux de la classe ouvrière que sa confiance est escroquée par ceux qui lui font prendre la Russie de 1949 pour le pays du socialisme? Tant qu'elle ne comprendra pas non plus qu'il y a deux manières différentes de prétendre barrer ce danger n°1 que représente le fascisme stalinien, l'une qui veut combattre en lui le socialisme, le communisme, la révolution prolétarienne, l'autre qui le combat au contraire parce qu'il les a piétinés et reniés et qu'il entend les redresser et leur rendre toute leur force.

C'est pourquoi la tâche de refaire une Centrale syndicale puissante face à la C.G.T. stalinisée est si difficile. Les résultats obtenus par *Force Ouvrière* ne sont pas brillants. Faut-il s'en étonner? Ses dirigeants n'ont pas su exploiter les circonstances de 1947 et démarrer avec vigueur. Ils ont minimisé les causes de la scission; d'où un manque d'élan au départ. Ils se sont plus préoccupés de mettre des hommes sûrs à la tête des nouvelles organisations que d'appeler et d'entraîner dans l'effort commun tous les militants conscients du danger. Ils s'imaginaient sans doute qu'il leur suffisait de mettre la vieille enseigne réformiste et de se camper sur le seuil de la porte pour voir accourir la foule des syndiqués. La foule n'est pas accourue. Alors, résignés, ils se sont dit qu'il en serait de même qu'après la scission de 1922. Les syndiqués ne tarderaient pas à leur revenir, renvoyés dans leurs bras par les fautes que ne manqueraient pas de commettre les staliens. Nouvelle erreur. Les circonstances sont si différentes que jusqu'ici les fautes commises - et il y en a eu en 1948 - n'ont pas renvoyé grand monde. Au fond de leur pensée les dirigeants de F.O. confondent stalinisme et communisme, ils combattent ce dernier, avec comme un regret de toucher au premier.

Le temps presse cependant. Les grands stratèges qui vers 45 ou 46 comptaient sur leurs doigts les forces réformistes capables d'être additionnées et opposées aux staliens, aile droite de la C.G.T., C.G.T. chrétienne, C.G. des Cadres, morceau de la C.G.A. vont-ils s'offrir demain le luxe d'une tentative de fusion? Tentative rajeunie, qui tiendrait compte de la C.N.T., des syndicats autonomes, des syndicats indépendants et qui aurait maintenant, pensent-ils, la bénédiction américaine. Avec ou sans cette bénédiction, la tentative est fort risquée. Il ne suffit pas d'additionner tels et tels éléments pour réaliser une force. Ces éléments sont-ils prêts à s'agglomérer? Rien ne l'indique. Et s'ils étaient prêts, s'ils essayaient sous la bannière réformiste de former une grande *Société protectrice des ouvriers français* auraient-ils résolu le problème qui se pose? Nullement. La classe ouvrière de ce pays serait coincée entre le totalitarisme russe et un réformisme à l'américaine. Pour une période peut-être, les véritables ouvriers révolutionnaires seraient refoulés et dispersés. Mais il est bien certain que ce n'est pas une telle organisation qui tiendrait le coup devant la C.G.T. stalinienne. Encore moins devant les événements. Les amis de Lefranc qui s'imaginent que le syndicalisme de 1949 n'a pas beaucoup de points de rencontre avec celui de 1906 et qu'il doit prendre sa place dans la complexe machinerie de l'État moderne se mettent le doigt dans l'œil. Ils risquent fort d'être jetés à la vieille ferraille avec toute la fameuse machinerie.

Lefranc se demandait récemment si, pour la transformation sociale, l'homme était prêt comme le sont les choses. Le facteur humain ne ferait-il pas défaut au dernier moment?

Comment le facteur humain ne ferait-il pas défaut? On s'acharne à agir comme s'il était question simplement de s'intégrer dans le vieux régime. Des individus peuvent s'y intégrer. Une classe, non.

Un ancien adjoint de Jouhaux au secrétariat de la C.G.T. disait en 1946: «*Les communistes ont enfin compris. Ils sont venus sur notre plateforme. Désormais on peut travailler en plein accord*».

Ce brillant espoir du réformisme syndical français, si fier de sa plateforme, n'avait pas l'air de se douter qu'un secrétaire de la C.G.T., venu, lui, de la C.G.T.U., avait déjà dit en décembre 1944: «*...Quand l'Allemagne sera soviétisée, ce sera le moment. La soviétisation sera possible partout. Et les Anglo-Américains seront chassés d'Europe*».

Ces deux déclarations éclairent tout le drame intérieur de la *Fédération Syndicale Mondiale*. D'un côté le jobardisme réformiste, lot non pas de ce seul adjoint de Jouhaux mais partagé par la plupart des grandes têtes du réformisme syndical européen et du trade-unionisme anglo-américain, de Citrine à Carey, en passant par Schevenels, qui paye aujourd'hui cet aveuglement qu'il partagea et encouragea. De l'autre côté, la duplicité et le machiavélisme d'une politique impérialiste vouée aux grandes aventures. Embrassons-nous, mes frères, en attendant que vienne l'heure de vous jeter à la mer.

Faut-il s'étonner que la Fédération Syndicale Mondiale ait eu une vie aussi brève? On s'étonnerait plutôt qu'elle soit venue au monde.

Cette cuisante expérience pèse sur l'enfantement de la nouvelle Internationale syndicale. L'*American Federation of Labor*, qui n'avait pas coupé dans le jobardisme de l'époque, a quelques motifs de triompher. Elle garde de petits souvenirs amers. Elle se souvient notamment qu'en fin 1946 la C.G.T. française envoyait une délégation au *Quai d'Orsay*, auprès du ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Georges Bidault, pour lui demander de ne pas tolérer l'installation à Paris d'un bureau européen de l'*American Federation of Labor*. Elle obtint satisfaction. Irving Brown alla installer ce bureau à Bruxelles.

Vous ne vous souvenez pas? Je vois, vous ne lisez pas l'organe de la C.G.T. Dans un éditorial d'une violence inaccoutumée, le *Peuple*, du 16 octobre 1946, dénonça cette «*officine de renseignements, d'espionnage et de délation*». «*La C.G.T. espère que le gouvernement saura prendre toutes dispositions utiles pour ne pas permettre à une organisation étrangère de poursuivre chez nous un rôle néfaste dont la rupture de l'unité syndicaliste est le véritable but*».

Ceux qui écrivaient cela auraient pu se rappeler que les syndicats russes avaient longtemps entretenu à Paris un bureau identique, désigné sous le nom de *Bureau latin de l'I.S.R.*, et que la C.G.T. d'alors n'avait jamais demandé au gouvernement de l'interdire. Mais cela, c'est une autre histoire.

Quand l'Allemagne sera soviétisée... Comme si les soviets existaient encore en Russie et s'ils avaient la moindre valeur pour les staliniens, même à l'usage externe. Il serait plus exact de dire: quand l'Allemagne sera stalinisée, quand le rideau de fer sera reporté jusqu'au Rhin.

Jusqu'en 1914, l'hégémonie dans le mouvement ouvrier, syndicats comme partis, appartient à la social-démocratie allemande. La faillite de la 2^{ème} Internationale fut la faillite du mouvement syndical selon la méthode allemande autant que du socialisme parlementaire.

Jusqu'en 1939, une double expérience se poursuivit. Le réformisme syndical, avec le trade-unionisme anglais et la C.G.T., s'engagea derrière le *Bureau international du Travail* et la *Société des Nations*. Nouvelle et piteuse faillite. Nouvelle et plus grave faillite, celle de la 3^{ème} Internationale communiste.

En 1949, nous sommes devant l'avortement de la *Fédération Syndicale Mondiale*. Et devant la tentative d'une nouvelle Internationale syndicale dont le rôle, assurément difficile, pourrait être si grand. D'autant plus grand qu'elle sera à peu près seule, l'internationale socialiste n'ayant pas réussi à se remettre debout et l'internationale communiste s'étant ravalée au *Komintern*. L'Internationale syndicale nouvelle devrait s'assigner pour tâche d'incarner les espérances de la classe ouvrière du monde entier. Ses initiateurs, les trade-unionistes américains surtout, s'en rendent-ils compte? Probablement pas.

Deux problèmes pratiques paraissent difficiles à régler. Celui des secrétariats professionnels internationaux. Quelle place leur faire dans la nouvelle Internationale? Les Russes, qui ne doutaient de rien, envisageaient froidement leur suppression et leur remplacement par quelques départements professionnels sans autonomie, dont la gestion serait assurée par un personnel désigné par la F.S.M. Les Secrétariats professionnels regimbèrent; c'est assez naturel; mais aujourd'hui ils attendent deux choses: 1- que les fédérations professionnelles américaines leur apportent leur adhésion; 2- que dans la nouvelle maison en construction on leur fasse une place correspondant à leur rôle.

L'autre problème pratique, qui ne peut figurer ni dans les statuts ni dans le programme de l'organisation, est assez difficile à préciser. Le mouvement syndical vient à peine d'échapper à la tyrannie russe. Il n'a pas perdu le souvenir plus ancien de l'hégémonie allemande. Il voudrait bien ne pas tomber sous l'hégémonie et la tyrannie américaines. Voilà l'autre problème pratique à résoudre.

Certes, l'*American Federation* a déclaré à plusieurs reprises, dans des déclarations officielles, qu'il fallait rompre avec la politique des grandes puissances syndicales et que les petites doivent être traitées sur une base d'égalité. Belles paroles assurément, mais on sort d'être échaudé. On veut voir. On attend des actes.

Reste l'action à faire, le programme à dresser et à réaliser. La nouvelle Internationale syndicale ne va pas se contenter de celui qu'exprimait Deakin il y a quelques mois lorsqu'il déclarait dans le *Daily Herald* du 7 février: «*Il existe un vaste champ d'action pour les syndicats qui estiment que le mouvement syndical peut largement contribuer au relèvement des niveaux de vie des ouvriers dans le monde en travaillant par l'intermédiaire du B.I.T. et du Conseil économique et social de l'O.N.U.*».

S'il est un vaste champ où rien n'ait poussé et dont il ne faille pas espérer récolter grand-chose c'est bien

celui-là. C'est probablement trop demander aux dirigeants syndicaux d'aujourd'hui que d'abandonner cette variété de tourisme qui les conduisait tantôt à Genève, à Washington ou à Moscou. Mais on peut les prier de ne pas confondre cela avec le travail d'une Internationale syndicale décidée à prendre en main sérieusement les affaires des travailleurs.

La *Fédération Syndicale Mondiale*, malgré son nombreux personnel et ses grandes ressources, a été incapable de se donner une presse acceptable. On racontera longtemps l'histoire du numéro de sa revue fourré au galetas de son somptueux hôtel des Champs-Élysées, parce qu'il contenait les résolutions d'une conférence du charbon qu'il valait mieux cacher tant elles soulevaient de protestations partout.

Cela me rappelle un jugement de Georges Sorel sur la 1^{ère} Internationale: la publication d'un bon journal, assurait-il, lui aurait rendu les plus grands services.

Que la nouvelle Internationale syndicale se dépêche de se donner un bon journal, qui aiderait les divers mouvements à se connaître entre eux, à échanger leurs expériences, à étudier en commun les grands problèmes qui se posent. Même s'il n'était que le *Journal des Voyages* de la foule de ses militants syndicaux qui circulent par le monde, il ne manquerait pas de copie, d'intérêt, d'utilité.

Lefranc - et il n'est pas seul - déplore la paresse intellectuelle, l'engourdissement cérébral, le divorce entre ce qu'on dit et ce qu'on fait qui caractérisent trop de vieux et de jeunes militants syndicaux. Jamais on n'a aussi peu réfléchi sur ce qu'on fait dans le mouvement syndical. Les leçons de l'expérience ne se dégagent pas. Tout au moins elles ne s'expriment pas, ni par la parole ni par l'écrit.

Signe de vieillissement, diront des anarchistes comme Joyeux. A ce compte, on pourrait dire la même chose de l'anarchisme. Aussi du socialisme et du communisme.

Notre génération aura vécu deux révolutions: la russe et l'espagnole. En a-t-elle tiré quelque lumière? Sait-elle mieux que ses devancières comment faire une révolution et comment organiser la production au lendemain de la révolution? Les Espagnols se taisent et les Russes mentent.

Gardons-nous d'enjoliver le passé et de noircir le présent. Efforçons-nous plutôt de les comprendre l'un et l'autre. Nous constaterons alors tout ce qui les relie.

Fini le syndicalisme révolutionnaire en tant que conception?

Je me demande comment on mettra sur pied une véritable Internationale syndicale sans s'inspirer de la structure de la C.G.T. de 1906, avec ses deux sections des fédérations et des unions départementales. Les centrales nationales remplaçant à l'échelle internationale les unions départementales; les secrétariats professionnels internationaux remplaçant les fédérations de métier ou d'industrie. Que l'internationale ait aussi ses deux sections, travaillant côte à côte, se réunissant en commun, s'épaulant dans la lutte. Trop vaste la section des centrales nationales? Pourquoi ne pas faire des sous-sections par continent: sous-sections d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique? représentées chacune d'elles au bureau central par des militants désignés par elles-mêmes? Une telle structure, d'esprit fédéraliste, ferait tomber beaucoup d'appréhensions.

Je me demande en outre comment on bâtira une Internationale sans esprit internationaliste. Les réformismes à esprit nationaliste auront beau s'associer, ils ne formeront pas un bloc. On n'obtiendra quelque chose de solide que dans la mesure où les mouvements seront pénétrés par l'esprit internationaliste, où l'esprit de classe prévaudra sur l'esprit de nation. Alors l'internationalisme fera office de ciment.

Lefranc a-t-il remarqué l'une des contradictions dans lesquelles il est tombé? Il se réjouit qu'en 1914 le syndicalisme français ait retrouvé l'idée de nation. Mais il constate qu'en 1949 le nationalisme, c'est l'ennemi et qu'il n'est pas de problèmes solubles dans le cadre de la nation. Ce qui est vrai en 1949 l'était déjà en 1914. Pour l'avoir méconnu on s'est rendu impuissant. En premier lieu pour lutter contre la guerre et faire un monde viable.

Sur l'autre problème, celui de l'édification d'une C.G.T. française capable de tenir le coup devant la C.G.T. stalinisée, même impossibilité d'aboutir sans faire appel aux idées essentielles du syndicalisme révolutionnaire. La force du stalinisme, en France comme ailleurs, vient pour les trois quarts de ce qu'il apparaît comme le porteur de l'esprit révolutionnaire. C'est faux, archifaux. Mais c'est ainsi qu'il apparaît. C'est facili-

ter sa duperie que d'arborer en face la bannière réformiste; à plus forte raison la bannière gouvernementale.

Alors pourquoi ne pas faire une C.G.T. à enseigne révolutionnaire? Mais parce que le syndicalisme révolutionnaire veut un mouvement syndical rassemblant tous les ouvriers, en tant qu'ouvriers, et non les seuls ouvriers révolutionnaires. Il ne veut pas isoler ceux-ci de leurs camarades de travail. Il veut qu'ils soient le levain dans la pâte. Il compte sur eux dans les périodes difficiles pour parler quand les autres se taisent; pour agir quand l'action est périlleuse; et surtout, lorsque la révolution devient possible, pour qu'elle ne soit pas escamotée et ne se retourne pas contre les travailleurs.

Quelle place laisse-t-il aux partis dits révolutionnaires? Avouez que le syndicalisme révolutionnaire n'a guère de raisons, après expérience, de modifier son point de vue. Il n'avait pas eu de chance avec les partis socialistes d'avant 1906 et d'après. Il a fait l'expérience du parti communiste de 1920 à 1924. Il a fait et il continue à faire celle des partis staliniens de 1924 à maintenant.

Le syndicat, par le fait même qu'il ne groupe que des ouvriers, devrait exprimer mieux qu'aucun mouvement la pensée, la volonté, les espérances de la classe ouvrière. Il devrait. Le fait-il ? Évidemment non, dans le moment présent. Mais, c'est à cela que le syndicalisme révolutionnaire veut le conduire, parce qu'il pense que les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes. Il transpose *«l'aide-toi toi-même et Dieu t'aidera»*; il dit à la classe ouvrière: *«Sauve-toi toi-même et l'Histoire te sauvera»*.
